



KPMG Audit
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Coentreprise de Transport d'Electricité S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Coentreprise de Transport d'Electricité S.A.

Société anonyme

RCS Paris B 529 313 652

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée Générale de la société Coentreprise de Transport d'Electricité S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Coentreprise de Transport d'Electricité S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Environnement régulé

Notes 2.7 « Chiffre d'affaires », 2.13 « Immobilisations corporelles », 3.1.2 « Tarif TURPE 6 » et 7 « Achats d'Énergie »

Risque identifié

RTE est supervisé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE). Le mécanisme tarifaire a vocation à couvrir l'ensemble des coûts de RTE dans la mesure où ils correspondent à ceux d'un opérateur efficace et permet de lisser et de rectifier les effets de certains aléas

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance des mécanismes de régulation, en particulier du TURPE 6, et des contrôles mis en place par le groupe pour la comptabilisation du chiffre d'affaires, des charges d'exploitation et

(climatiques et économiques) impactant l'activité de transport d'électricité en France.

Via le TURPE 5 (Tarif d'Utilisation des Réseaux Public d'Électricité) acté par la CRE et entré en vigueur le 1^{er} août 2017, et le TURPE 6, acté par la CRE et entré en vigueur le 1^{er} août 2021, les trajectoires prévisionnelles suivantes, et donc le revenu autorisé total, sont définies respectivement pour les périodes du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020 et du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024 :

- recettes d'interconnexion
- charges liées à l'exploitation du système électrique
- charges nettes de fonctionnement
- charges de capital normatives

Un dispositif de régularisation permet par ailleurs de suivre les écarts par rapport aux trajectoires prévisionnelles retenues par la CRE pour calculer le tarif et d'en tenir compte à l'intérieur d'une période tarifaire ainsi que dans les périodes tarifaires ultérieures (il s'agit du CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits).

Une incitation à la maîtrise des charges de fonctionnement d'exploitation stipule que RTE conservera la totalité des gains ou des pertes de productivité qui pourraient être réalisés par rapport aux trajectoires définies dans le TURPE.

Le respect des trajectoires définies ainsi que les mesures incitatives constituent des éléments fondamentaux pour la comptabilisation des activités de RTE S.A. au travers de son chiffre d'affaires, des achats d'énergie et de la distinction entre charges d'exploitation et immobilisations.

Ce contexte nous conduit à considérer l'environnement régulé comme un point clé de l'audit, compte tenu de son incidence sur le chiffre d'affaires, le classement

des investissements,

- analyser les principaux agrégats comptables ci-dessus, et les variations significatives par rapport à la clôture de l'exercice précédent afin d'orienter nos travaux,
- apprécier la mise à jour dans les systèmes d'information de RTE des conditions tarifaires du TURPE 6 entrées en vigueur sur l'exercice,
- contrôler les positions réciproques déclarées par Enedis vis-à-vis de RTE,
- rapprocher, par sondage, les données du Joint Allocation Office (bureau d'enchères commun avec plusieurs gestionnaires de réseaux européens) avec le chiffre d'affaires interconnexions,
- tester, par sondage, les produits comptabilisés en chiffre d'affaires et apprécier le classement comptable retenu,
- tester, par sondage, les charges d'exploitation comptabilisées en compte de résultat pour apprécier le classement comptable retenu,
- analyser les principaux projets de la période, afin de tester leurs dates de mise en service, et vérifier les nouvelles subventions d'investissement afférentes,
- tester, par sondage, le caractère capitalisable de certaines dépenses d'investissement, dans le respect des principes décrits en note annexe 2.13,
- analyser les effets des mécanismes régulatoires, notamment sur les achats d'énergie,
- apprécier l'information communiquée en annexe.

charges/immobilisations et du traitement
comptable des mécanismes réglementaires.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Coentreprise de Transport d'Electricité par les statuts de la société C25 datant de décembre 2010 pour le cabinet KPMG et par l'Assemblée Générale du 1^{er} juin 2017 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2021, le cabinet KPMG était dans la 11^e année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 5^e année dont respectivement quatre années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations

nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur,

car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,

KPMG Audit, département de KPMG S.A.

Paris La Défense, le 15 février 2022

Mazars

Paris La Défense, le 15 février 2022

Jacques-François LETHU

Mathieu MOUGARD

CO-ENTREPRISE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE

Société Anonyme au capital de 2 700 009 247,50 euros

Siège social : 4 Rue Floréal 75017 Paris

529 313 652 RCS PARIS

COMPTES CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2021

Comptes de résultat consolidés

(en milliers d'euros)

	Notes	2021	2 020
Chiffre d'affaires	6	5 254 036	4 729 058
Achats d'énergie	7	(549 943)	(499 512)
Autres consommations externes	8	(1 127 246)	(820 069)
Charges de personnel	10	(933 808)	(923 508)
Impôts et taxes	11	(510 826)	(565 472)
Autres produits et charges opérationnels	12	(38 404)	(6 742)
Excédent brut d'exploitation		2 093 807	1 913 753
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés énergie		(1 001 548)	-
Dotations aux amortissements		-	(956 299)
Autres produits et charges d'exploitation		-	-
Résultat d'exploitation		1 092 259	957 454
Coût de l'endettement financier brut		(198 630)	(220 801)
Effet de l'actualisation		(21 233)	(26 653)
Autres produits et charges financiers		(13 622)	(10 481)
Résultat financier	13	(233 485)	(257 936)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées		858 774	699 519
Impôts sur les résultats	14	(250 823)	(231 041)
Quote-part de résultat net des sociétés associées	17	3 936	3 622
Résultat net consolidé		611 886	472 099
dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(25)	-
dont résultat net - part du Groupe		611 861	472 099
Résultat net part du Groupe par action en euro		0,57	0,44

Etats du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)

	2021	2 020
Résultat net consolidé	611 861	472 099
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		
Juste valeur des actifs disponibles à la vente - variation brute ⁽¹⁾	(932)	(1 176)
Juste valeur des actifs disponibles à la vente - effets d'impôt	210	119
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	(722)	(1 056)
Juste valeur des instruments financiers de couverture - variation brute ⁽²⁾	-	354
Juste valeur des instruments financiers de couverture - effets d'impôt	-	(105)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	-	249
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables en résultat	(722)	(807)
Ecart actuariel sur les avantages postérieurs à l'emploi - variation brute	(214 799)	(249 720)
Ecart actuariel sur les avantages postérieurs à l'emploi - effets d'impôt	54 332	62 208
Variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi	(160 467)	(187 512)
<i>IFRS 16</i>	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat	(160 467)	(187 512)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(161 188)	(188 319)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	450 673	283 780

(1) Ces variations correspondent principalement aux effets des évaluations en valeur de marché des titres de créances négociables dont l'échéance à la date d'acquisition est supérieure à 3 mois.

(2) Le Groupe a contracté en 2006 et 2011 des instruments financiers de pré-couverture afin de couvrir le risque de taux associé à deux émissions obligataires hautement probables. Les soultes liées au débouclage de ces instruments financiers sont étalées sur la durée de vie résiduelle des tirages obligataires couverts. 2021 ayant été la dernière année de la période d'étalement.

Bilans consolidés

ACTIF	Notes	2021	2020
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Actifs incorporels	15	490 855	430 238
Immobilisations corporelles	16	18 926 174	18 398 896
Participations dans les entreprises associées	17	32 044	32 016
Actifs financiers non courants	18	15 217	13 789
Impôts différés actifs	14	401 583	327 974
Actif non courant		19 865 873	19 202 913
Stocks	19	133 529	147 098
Clients et comptes rattachés	20	1 703 833	1 183 906
Actifs financiers courants	18	1 192 187	1 963 069
Actifs impôts courants		16 990	23 685
Autres débiteurs	21	296 215	189 424
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22	234 276	204 337
Actif courant		3 577 030	3 711 520
TOTAL DE L'ACTIF		23 442 903	22 914 433
PASSIF	Notes	2021	2020
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Capital	23	2 700 009	2 700 009
Réserves et résultats consolidés		249 145	49 825
Capitaux propres - part du Groupe		2 949 154	2 749 834
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		57	0
Total des capitaux propres		2 949 211	2 749 834
Provisions non courantes	24	2 421 795	2 139 389
Passifs financiers non courants	25	12 739 962	13 489 218
Impôts différés passifs	14	1 661	1 830
Passif non courant		15 163 418	15 630 437
Provisions courantes	24	110 340	132 646
Fournisseurs et comptes rattachés	28	1 552 969	915 614
Passifs financiers courants	25	1 288 050	1 378 472
Dettes d'impôts courants		606	525
Autres créditeurs	28	2 378 308	2 106 905
Passif courant		5 330 273	4 534 162
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		23 442 903	22 914 433

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Opérations d'exploitation :		
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	858 774	699 519
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	1 000 465	965 171
Produits et charges financiers	212 332	231 282
Résultat de sortie des immobilisations	51 293	23 751
Variation du besoin en fonds de roulement net	119 709	(158 002)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	2 242 573	1 761 721
Frais financiers nets décaissés	(251 806)	(241 485)
Impôts sur le résultat payés	(266 505)	(215 554)
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles	1 724 262	1 304 682
Opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 579 591)	(1 532 105)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	3 047	47 743
Variations d'actifs financiers	769 994	(654 312)
Incidence des variations de périmètre	0	0
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(806 549)	(2 138 674)
Opérations de financement :		
Emissions d'emprunts	2 994 998	6 717 181
Remboursements d'emprunts	(3 780 971)	(5 618 010)
Dividendes versés	(259 201)	(367 201)
Subventions d'investissement	166 663	131 358
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(878 510)	863 327
Produits financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	(9 264)	(3 727)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	29 939	25 608
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	204 334	178 726
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	234 276	204 334

Variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)

	Capital	Réserves consolidées et résultat	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2020	2 700 009	46 477	3 348	2 749 834		2 749 834
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾	-	(160 466)	(722)	(161 188)	-	(161 188)
Résultat net		611 861		611 861	25	611 886
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	451 395	(722)	450 673	25	450 698
Dividendes distribués	-	(259 201)	-	(259 201)	-	(259 201)
Autres variations		7 849	-	7 849	32	7 881
Capitaux propres au 31 décembre 2021	2 700 009	246 521	2 626	2 949 156	57	2 949 212

(1) Les variations sont détaillées dans l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 - REFERENTIEL COMPTABLE DU GROUPE.....	11
1.1 DECLARATION DE CONFORMITE ET REFERENTIEL COMPTABLE DU GROUPE	11
1.2 EVOLUTION DU REFERENTIEL COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2021	11
NOTE 2 - RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES ET D'EVALUATION.....	12
2.1 BASES D'EVALUATION	12
2.2 JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION DU GROUPE	12
2.3 METHODES DE CONSOLIDATION.....	13
2.4 REGLES DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS.....	14
2.5 METHODES DE CONVERSION	14
2.6 PARTIES LIEES	14
2.7 CHIFFRE D'AFFAIRES	15
2.8 MECANISME DE CAPACITE	15
2.9 AUTRES CONSOMMATIONS EXTERNES.....	16
2.10 IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	16
2.11 RESULTAT NET PAR ACTION	17
2.12 ACTIFS INCORPORELS	17
2.13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	17
2.14 CONTRATS DE LOCATION	18
2.15 PERTES DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	18
2.16 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	18
2.17 STOCKS.....	21
2.18 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	21
2.19 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	22
2.20 CAPITAUX PROPRES - ECART DE REEVALUATION A LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.	22
2.21 PROVISIONS HORS AVANTAGES DU PERSONNEL	22
2.22 AVANTAGES DU PERSONNEL	22
2.23 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	24
2.24 DEPENSES ENVIRONNEMENTALES	25
NOTE 3 - EVENEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DES EXERCICES 2021	25
3.1 EVENEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2021	25
NOTE 4 - EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	26
NOTE 5 - INFORMATION SECTORIELLE	26
NOTE 6 - CHIFFRE D'AFFAIRES	26
NOTE 7 - ACHATS D'ENERGIE.....	26
NOTE 8 - AUTRES CONSOMMATIONS EXTERNES	26
NOTE 9 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS.....	27
NOTE 10 - CHARGES DE PERSONNEL	27
10.1 CHARGES DE PERSONNEL.....	27
10.2 EFFECTIFS.....	28
NOTE 11 - IMPOTS ET TAXES.....	28
NOTE 12 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS.....	28
NOTE 13 - RESULTAT FINANCIER.....	29
13.1 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT.....	29
13.2 EFFET DE L'ACTUALISATION	29
13.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	29
NOTE 14 - IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	29

14.1	VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT.....	29
14.2	RAPPROCHEMENT DE LA CHARGE D'IMPOT THEORIQUE ET DE LA CHARGE D'IMPOT EFFECTIVE..	30
14.3	VENTILATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS D'IMPOT DIFFERE PAR NATURE	30
NOTE 15 -	ACTIFS INCORPORELS.....	30
NOTE 16 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	31
NOTE 17 -	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	32
NOTE 18 -	ACTIFS FINANCIERS	32
18.1	REPARTITION ENTRE LES ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	32
18.2	VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	32
18.3	DETAIL DES ACTIFS FINANCIERS	32
NOTE 19 -	STOCKS.....	33
NOTE 20 -	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	33
NOTE 21 -	AUTRES DEBITEURS.....	33
NOTE 22 -	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	34
NOTE 23 -	CAPITAUX PROPRES	34
23.1	CAPITAL SOCIAL	34
23.2	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	34
23.3	DISTRIBUTION DE RESERVES.....	34
NOTE 24 -	PROVISIONS.....	34
24.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PROVISIONS	34
24.2	AVANTAGES DU PERSONNEL	35
24.3	AUTRES PROVISIONS	37
24.4	PASSIFS EVENTUELS	37
NOTE 25 -	PASSIFS FINANCIERS.....	38
25.1	REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS	38
25.2	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	38
25.3	ENDETTEMENT FINANCIER NET	40
25.4	EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	40
NOTE 26 -	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	40
NOTE 27 -	INSTRUMENTS DERIVES.....	41
NOTE 28 -	FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS.....	41
NOTE 29 -	PARTIES LIEES	41
29.1	OPERATIONS AVEC EDF ET LES SOCIETES CONTROLEES PAR EDF.....	41
29.2	RELATIONS AVEC L'ÉTAT ET LES AUTRES SOCIETES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT	42
29.3	REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION.....	42
NOTE 30 -	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	43
NOTE 31 -	ENVIRONNEMENT.....	43
NOTE 32 -	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	43
NOTE 33 -	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	43

Annexe aux comptes consolidés

CTE a pour objet exclusif l'acquisition et la détention des titres de la société RTE, et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou pouvant en faciliter la réalisation et en stimuler le développement.

RTE est le gestionnaire du réseau français de transport d'électricité qu'il exploite, entretient et développe. Il est garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique français. Il assure un accès libre et équitable à tous les utilisateurs du réseau.

Les comptes consolidés, ci-après dénommé le « Groupe » comprennent les comptes de CTE, les comptes de RTE consolidés par intégration globale.

La prise de contrôle de RTE par CTE s'est réalisée le 31 mars 2017, lorsqu'EDF a finalisé avec la Caisse des Dépôts et CNP Assurances la cession de 49,9% du capital de CTE qui détenait la totalité des titres de RTE depuis décembre 2016. Cette annonce fait suite aux autorisations des autorités compétentes en matière de contrôle des concentrations.

Au terme de la transaction, EDF, la Caisse des Dépôts et CNP Assurances contrôlent conjointement CTE (ex C25) au sens d'IFRS 11, avec une participation respective de 50,1% pour EDF, 29,9% pour la Caisse des Dépôts et 20% pour CNP Assurances.

L'opération a été réalisée sur la base d'une valorisation de 8,2 milliards d'euros pour 100% des fonds propres de RTE.

EDF, la Caisse des Dépôts et CNP Assurances se sont engagés dès le 14 décembre 2016 sur le partage du contrôle de RTE (via CTE). L'opération a été structurée en deux étapes :

- La première étape a consisté à transférer, fin 2016, la totalité des titres RTE à une SPV intégralement détenue par EDF – C25 renommée CTE en 2017. Ce transfert a été rémunéré (pour 1/3 par du cash procuré pour un endettement externe émis par CTE et pour 2/3 par émission de titres CTE. CTE a alors, jusqu'au closing de l'opération, en mars 2017, les mêmes droits qu'EDF sur RTE, i.e. une influence notable et comptabilise dans ses comptes consolidés cet apport par mise en équivalence jusqu'à la date de closing ;
- La deuxième étape a consisté, de façon concomitante, à (i) céder 49,9% du capital de CTE à la Caisse des Dépôts et à CNP Assurances, formalisant ainsi la création de la joint-venture CTE et (ii) modifier la gouvernance de RTE, conférant à CTE le contrôle de RTE.

L'apport de CTE à RTE en 2016 et la prise de contrôle de CTE sur RTE en 2017 s'inscrivant dans le cadre de la formation de la joint-venture CTE selon les modalités précitées, les dispositions d'IFRS 3 ne trouvent pas à s'appliquer. CTE a dans ce contexte fait le choix de ne pas valoriser à la juste valeur les actifs et les passifs identifiables de RTE acquis et de les maintenir à leur valeur comptable historique telle qu'elle ressortait dans les comptes du groupe EDF.

Les comptes consolidés du groupe comprennent également les comptes de six sociétés contrôlées de manière exclusive par RTE consolidés par intégration globale, les comptes des deux sociétés contrôlées conjointement consolidés comme une activité conjointe ainsi que les comptes de deux sociétés dans lesquelles RTE exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les six sociétés contrôlées de manière exclusive par RTE sont :

- La société Arteria qui assure la commercialisation :
 - de l'utilisation des fibres optiques construites par RTE ;
 - de « points hauts » (pylônes radios isolés ou pylônes des lignes électriques), pré-équipés pour l'hébergement des équipements de téléphonie mobile des opérateurs afin d'acheminer le haut débit à moindre frais jusqu'au client final en prolongement des fibres optiques ;
- La société RTE International (RTE I) qui assure des prestations d'ingénierie, de conseil et de services dans tous les domaines d'activités d'un gestionnaire de réseau de transport d'électricité ;

- La société Airtelis qui réalise des prestations de services, au moyen d'un ou plusieurs hélicoptères, ou fournit des produits et matériels, aux fins de valorisation des actifs et/ou compétences de RTE (incluant les travaux, transport hélicopté et location d'hélicoptères) ;
- La société RTE Immo a pour principal objet l'acquisition, la gestion, l'administration ainsi que la cession de biens et droits immobiliers, la réalisation de travaux sur des biens immobiliers en vue de leur valorisation, et la fourniture de prestations de services en matière immobilière. Cette filiale n'a plus d'activité opérationnelle en 2021 ;
- La société Cirteus qui réalise des prestations de services, d'études et de conseils relevant du domaine concurrentiel dans les domaines de la maintenance, de l'exploitation et du développement des installations d'électricité à haute et très haute tension.
- La société RTE I Netherlands détenue à hauteur de 90% par RTE International. Il s'agit de la filiale néerlandaise de RTE international, spécialisée dans la maintenance des lignes haute tension et des postes électriques.

RTE détient conjointement avec :

- REE (Red Eléctrica de España SAU) : la société INELFE (INterconnexion ELectrique France – Espagne). Cette entité a pour objet la définition du tracé et construction de tout nouveau projet d'interconnexion entre la France et l'Espagne, qui a permis d'augmenter la capacité d'interconnexion entre les réseaux de transport français et espagnol ;
- NG IFA 2 (National Grid IFA 2 Limited) : la société IFA 2. Cette entité a pour objet la construction de la nouvelle ligne d'interconnexion, IFA2, entre les réseaux de transport français et anglais.

Les entreprises associées sont :

- la société HGRT qui est une holding financière (la société HGRT, Holding des Gestionnaires de Réseau de Transport d'électricité, constituée en Société par Actions Simplifiée) laquelle détient une participation dans la société EPEX SPOT dont l'objet est la gestion financière des marchés d'achat et vente d'énergie sur le territoire européen ;
- la société Coreso, société de droit belge, qui fournit des analyses de sécurité et propose des solutions coordonnées, préventives ou correctives, en vue de maîtriser la sécurité du système électrique de l'ouest européen.

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2021 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui les a arrêtés en date du 15 février 2022.

Note 1 - Référentiel comptable du Groupe

1.1 Déclaration de conformité et référentiel comptable du Groupe

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont établis conformément aux normes comptables internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021. Ces normes internationales comprennent les IAS (International Accounting Standards), les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Le Groupe n'a pas anticipé l'application de normes et interprétations dont la mise en œuvre n'est pas obligatoire en 2021.

1.2 Evolution du référentiel comptable au 31 décembre 2021

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2020, à l'exception des changements mentionnés ci-après.

1.2.1 Textes adoptés par l'Union Européenne dont l'application est obligatoire

Les textes adoptés par l'Union Européenne dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 sont les suivants :

- Amendements IFRS 4, prolongation de l'exemption temporaire à l'application d'IFRS 9. Ces modifications ne sont pas applicables au Groupe.
- Amendements IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16. Réforme des taux de référence, phase 2. L'analyse réalisée par le Groupe a permis de statuer sur l'absence d'impact matériel au titre de ces amendements.
- Amendements IFRS 16, Allègements de loyer liés à la COVID-19 au-delà du 30 juin 2021. L'analyse du Groupe a permis de statuer sur l'absence d'impact.
- IAS 1 et IAS 8, Définition de la matérialité. Ces modifications n'engendrent pas d'impact pour le Groupe.
- L'IASB (International Accounting Standards Board) a validé en mai 2021 la position prise par le Comité d'interprétation des normes IFRS (IFRC 2021-04) au travers de l'Agenda Decision « Attributing Benefit to Periods of Service (IAS 19 Employee Benefits) ».
L'Agenda Decision, portant sur un régime à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, conclut qu'une entité doit attribuer les droits à prestation à chaque année entre :
 - la date à partir de laquelle chaque année de service compte pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire la date avant laquelle les services rendus par le membre du personnel n'affectent ni le montant ni l'échéance des prestations, et
 - la date à laquelle les services additionnels rendus cessent de générer des droits à prestations additionnelles significatives en vertu du régime, autres que ce qui pourrait résulter d'augmentations de salaire futures.

Le périmètre d'application de la proposition de l'IFRIC se limite, aux bornes du Groupe RTE, aux modalités de calcul des indemnités de fin de carrière (IFC).

L'évaluation réalisée par l'actuaire Groupe a pour conséquence la revue à la baisse, à hauteur de 8 M€, de nos engagements IFC (provision). Ce montant est estimé sur la base des données d'ouverture de l'exercice 2021. En application du principe de matérialité, le groupe n'a pas retenu la comptabilisation rétrospective de l'impact de cette évolution normative, comme stipulé par IAS 8. L'effet de l'application de ce texte est reconnu à l'ouverture de l'exercice 2021, soit au 1^{er} janvier 2021, en report à nouveau.

1.2.2 Textes adoptés par l'Union européenne mais d'application non encore obligatoire

A date, les textes déjà adoptés par l'Europe et applicables par anticipation sont listés ci-dessous. A date, il n'y a pas de textes déjà adoptés par l'Europe et applicables par anticipation aux comptes clos au 31 décembre 2021.

- Amendement IAS 16, Immobilisations corporelles – Produits antérieurs à l'utilisation prévue ;
- Amendement IAS 37, Contrats déficitaires – Coût d'exécution du contrat ;
- Amendement IFRS 3, Référence au cadre conceptuel ;
- Améliorations des IFRS cycle 2018 – 2020. Les normes concernées sont les suivantes :
 - IAS 41, impôts dans les évaluations de la juste valeur
 - IFRS 1, filiale devenant un nouvel adoptant
 - IFRS 9, décomptabilisation d'un passif financier : frais et commissions à intégrer dans le test des 10 %
 - IFRS 16, avantages incitatifs à la location

Le Groupe n'identifie pas d'impacts matériels par rapport à ces textes.

1.2.3 Autres textes et amendements publiés par l'IASB mais non approuvés par l'Union Européenne

Le Groupe n'a pas encore évalué les impacts potentiels des textes suivants :

- Amendement à IAS 1, classement des passifs en tant que passifs courants ou non courant.
- Amendement à IAS 1, information à fournir sur les principes et méthodes comptables ; et mise à jour du Practice Statement 2 « Making materiality judgements »
- Amendement IAS 8, définition d'une estimation comptable.
- Amendement IFRS 10 et IAS 28, Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise.

Note 2 - Résumé des principales méthodes comptables et d'évaluation

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception de certains instruments financiers et d'actifs financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur.

Les méthodes utilisées pour évaluer la juste valeur de ces instruments sont présentées dans la note 2.15.

2.2 Jugements et estimations de la Direction du Groupe

L'établissement des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de l'exercice ainsi que pour la prise en compte des aléas positifs et négatifs existant à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales méthodes comptables sensibles pour lesquelles le Groupe a recours à des estimations et jugements sont décrites ci-après. Toute modification d'hypothèses sur ces domaines pourrait avoir un impact significatif compte tenu de leur importance dans les états financiers du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a pris en compte les conséquences liées à la crise sanitaire dans ses jugements et estimations. Ces derniers sont développés dans la note 3.1.3.

2.2.1 Engagements de retraites et autres avantages du personnel à long terme et postérieurs à l'emploi

L'évaluation des engagements de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi et à long terme repose sur des évaluations actuarielles sensibles à l'ensemble des hypothèses actuarielles retenues, en particulier celles relatives aux hypothèses de taux d'actualisation et de taux d'augmentation des salaires.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des avantages à long terme pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2021 sont détaillées en note 24.2. Ces hypothèses sont mises à jour annuellement. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2021 sont appropriées et justifiées. Des modifications de ces hypothèses dans le futur pourraient cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements, des capitaux propres ainsi que sur le résultat du Groupe. A ce titre, des analyses de sensibilité sont présentées en note 24.2.

2.2.2 Pertes de valeur des actifs à long terme

Les tests de dépréciation et les durées d'utilité des actifs à long terme sont sensibles aux hypothèses macro-économiques retenues ainsi qu'aux prévisions financières à moyen terme. Compte tenu de ces sensibilités, le Groupe révisé ses estimations et hypothèses sous-jacentes sur la base d'informations régulièrement mises à jour.

2.2.3 Actifs et passifs financiers

Le Groupe estime que la valeur au bilan des éléments de trésorerie, des titres de créances négociables, des créances clients et des dettes fournisseurs est une bonne approximation de leur valeur de marché en raison du fort degré de liquidité de ces postes.

Les valeurs de marché des titres de placement cotés sont basées sur leur valeur boursière en fin de période. La valeur nette comptable des autres titres et des concours bancaires courants constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur.

La valeur de marché des dettes financières a été déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés en utilisant les taux observés en fin de période pour les instruments possédant des conditions et des échéances similaires.

2.2.4 Appréciation du contrôle

Depuis l'application des normes IFRS 10, 11 et 12, le Groupe exerce son jugement pour apprécier le contrôle ou pour qualifier le type de partenariat dont relève une entreprise contrôlée conjointement.

2.2.5 Autres jugements

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, le Groupe fait usage de jugements pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement de ses états financiers.

2.3 Méthodes de consolidation

Les filiales sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif et sont consolidées par la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il y a présomption de contrôle exclusif lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- le Groupe détient le pouvoir sur les activités pertinentes à savoir les activités qui ont un impact significatif sur les rendements ;
- le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables ;
- le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle, le Groupe tient compte de tous les faits et circonstances. De même, les droits de vote potentiels substantifs exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur ses actifs et des obligations au titre de ses passifs. En application d'IFRS 11 le Groupe, en tant que coparticipant à une activité conjointe, comptabilise ligne à ligne les actifs et passifs ainsi que les produits et les charges relatifs à ses intérêts.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

En application d'IFRS 12, les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur. La quote-part de résultat de la période est présentée dans la ligne « Quote-part de résultat net des sociétés associées » du compte de résultat.

Toutes les transactions internes significatives, y compris les profits réalisés entre sociétés consolidées, sont éliminées.

La liste des filiales, activité conjointe et entreprises associées est présentée en Note 33.

2.4 Règles de présentation des états financiers

Les actifs et passifs de nature ou de fonction dissemblables sont présentés séparément.

Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle normal de l'activité sont classés en courant. Les autres actifs et passifs sont classés en courant d'une part, non courant d'autre part, selon que leur échéance est à plus ou moins d'un an par rapport à la date de clôture.

Le compte de résultat est présenté par nature. La rubrique « Autres produits et charges d'exploitation » placée sous l'excédent brut d'exploitation comprend le cas échéant des éléments à caractère inhabituel par leur nature ou leur montant.

2.5 Méthodes de conversion

2.5.1 Monnaie de présentation des comptes et monnaie fonctionnelle

Les états financiers du Groupe sont présentés en euro qui est également la monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

2.5.2 Conversion des opérations en devises

En application de la norme IAS 21, les opérations libellées en devises étrangères sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée au cours en vigueur à la date de transaction.

Lors des arrêtés comptables, les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture à cette même date. Les différences de change correspondantes sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les amendements du 28 mars 2018 à IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée » apportent une précision sur l'application de la norme IAS 21 sur le cours de change à retenir lorsqu'un paiement anticipé a été effectué en amont de la réalisation de la transaction. La transaction de l'achat ou de vente est à convertir au cours de change à la date de laquelle l'actif ou le passif relatif au paiement d'avance est comptabilisé initialement. En cas d'avances multiples, une moyenne des cours de change sont déterminés pour chaque transaction.

2.6 Parties liées

Les parties liées comprennent l'Etat français, les sociétés détenues majoritairement par l'Etat et certaines de leurs

filiales dont EDF SA et certaines de ses filiales, les sociétés sur lesquelles RTE exerce un contrôle conjoint ou une influence notable ainsi que les membres des instances de direction et d'administration du Groupe.

2.7 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose en trois parties, au regard de la nature des recettes perçues et des clients concernés :

- Les recettes liées à l'accès au réseau public de transport d'électricité ; où le tarif est régulé et où les clients sont des distributeurs (comme ENEDIS), des consommateurs (comme la SNCF ou une industrie) et des producteurs (qui injectent sur le réseau, comme EDF) ;
- Les recettes liées aux interconnexions de la France avec les pays frontaliers qui sont fonction des capacités disponibles par ligne et des écarts de prix entre les pays, selon des modalités de facturation propre à chaque frontière ;
- Les recettes liées aux autres prestations réalisées (travaux divers, mise à disposition de personnel, ...) ou par ses filiales (location d'hélicoptères, prestations de conseils, ...).

Le Groupe comptabilise les ventes quand :

- une relation contractuelle est avérée ;
- la livraison a eu lieu (ou la prestation de service est achevée) ;
- le prix est fixé ou déterminable ;
- le caractère recouvrable des créances est probable.

La livraison a lieu quand les risques et avantages associés à la propriété sont transférés à l'acheteur.

Le Groupe applique la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». Les contrats de raccordements répondent à la définition de contrats clients selon la norme IFRS 15. Les produits de ces contrats de raccordement sont reclassés de la quote-part de subventions vers le chiffre d'affaires.

RTE a choisi la méthode de l'étalement du revenu. Le chiffre d'affaires issu du contrat de raccordement est reconnu au même rythme que l'amortissement de la subvention d'investissements, sur la durée d'utilisation du raccordement.

L'étalement du revenu répond à une approche économique. En effet, il est cohérent de constater le revenu du raccordement au même rythme que les charges associées, les dotations aux amortissements, étalées sur la durée d'utilisation du raccordement

Par ailleurs, le service transféré au client n'est pas le raccordement mais bien son utilisation : le client reçoit et consomme simultanément le droit d'utilisation du raccordement fourni par RTE. Le service objet du contrat est donc transféré au client en continu et non à une date donnée (cf. IFRS 15.35). C'est pourquoi le revenu des raccordements client doit être comptabilisé progressivement sur la durée d'utilisation du raccordement.

Les passifs de contrats liés à IFRS 15 représentent les obligations de RTE de fournir à ses clients le service de raccordement au réseau pour lesquels elle a déjà reçu un règlement. Ils sont constitués des acomptes reçus au titre de la prestation de raccordement (Cf. note 28).

2.8 Mécanisme de capacité

Un mécanisme de capacité a été mis en place en France pour sécuriser l'approvisionnement en électricité pendant les périodes de pointe.

La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité a instauré en France une obligation de contribuer à la sécurité d'approvisionnement à partir du 1er janvier 2017.

D'une part, les exploitants d'installations de production d'électricité et les opérateurs d'effacement doivent faire certifier leurs capacités par RTE en s'engageant sur un niveau de disponibilité prévisionnel pour une année de livraison donnée. En contrepartie, des garanties de capacité leur sont attribués.

D'autre part, les fournisseurs d'électricité et acheteurs de pertes (acteurs obligés), doivent détenir des garanties de capacité à hauteur de la consommation de leurs clients en période de pointe. Les fournisseurs répercutent dans leur prix de vente aux clients finals le coût du mécanisme de capacité.

Le dispositif est complété par la mise en œuvre de registres permettant les échanges entre les acteurs. Des sessions de marchés sont organisées plusieurs fois par an.

Le Groupe est concerné par ce mécanisme, en tant que certificateur (RTE SA), exploitant d'installations via ses interconnexions (RTE SA) et en tant qu'acteur obligé (RTE SA – en tant qu'acheteur d'énergie pour compenser les pertes sur le réseau).

Les opérations sont comptabilisées de la manière suivante :

- Les ventes de garanties de capacité sont reconnues en produit lors des enchères ou lors de cessions de gré à gré. Le revenu issu de ces ventes est reconnu dans l'agrégat « Recettes liées aux interconnexions ».
- Les stocks de garanties détenus en tant qu'acteur obligé sont valorisés à leur valeur d'achat sur les marchés. Les sorties de stock sont concomitantes aux périodes de pointe ;
- En cas d'insuffisance de stocks de garanties de capacité par rapport à l'obligation, une provision est constatée à hauteur de la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de cette obligation.

2.9 Autres consommations externes

Les transactions liées à la responsabilité de RTE d'équilibrer production et consommation d'électricité sur le réseau de transport sont présentées dans la rubrique « Autres consommations externes ».

2.10 Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Conformément IAS 12, les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments imputés directement en capitaux propres.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture. Cette charge intègre le reclassement de certains crédits d'impôts dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat.

L'impôt différé résulte des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt attendus sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé et qui ont été adoptés à la date de clôture. En cas de changement de taux d'impôt, les impositions différées font l'objet d'un ajustement au nouveau taux en vigueur et l'ajustement est imputé au compte de résultat sauf s'il se rapporte à un sous-jacent dont les variations sont des éléments imputés en capitaux propres, notamment au titre de la comptabilisation des variations d'écarts actuariels et de juste valeur des instruments de couverture et des actifs.

Les impôts différés sont revus à chaque clôture pour tenir compte notamment des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement des différences temporelles déductibles. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé dans un horizon prévisible ou, au-delà, d'impôts différés passifs de même maturité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, RTE SA fait partie du périmètre d'intégration fiscale du Groupe CTE. La convention fiscale mentionne que l'impôt supporté par RTE SA correspond à une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquence de l'ensemble des droits à imputation dont RTE SA aurait bénéficié en l'absence d'intégration fiscale.

2.11 Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe de la période par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant la période. Ce nombre moyen pondéré d'actions en circulation est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, ajusté du nombre d'actions ordinaires rachetées ou émises durant la période.

2.12 Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont principalement constitués de logiciels acquis ou créés et développés en interne, amortis linéairement sur leur durée d'utilité comprise en général entre trois et quinze ans.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels, ou les coûts de création et développement, sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir ou créer et mettre en service les logiciels concernés. Les coûts directement associés à la production de logiciels identifiables ayant un caractère unique qui sont contrôlés par le Groupe et généreront de façon probable des avantages économiques supérieurs à leur coût sur une période supérieure à une année sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles. Les coûts directement associés à la production comprennent les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé les logiciels et les frais internes et externes ayant permis la réalisation de l'actif.

Les autres dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice sur lequel elles sont encourues dans la mesure où elles ne sont pas éligibles aux critères de capitalisation tels que définis par IAS 38.

2.13 Immobilisations corporelles

2.13.1 Evaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût des installations réalisées en interne comprend tous les coûts de main d'œuvre, de pièces et tous les autres coûts de production incorporables à la construction de l'actif.

Lorsque des éléments constitutifs d'un actif se distinguent par des durées d'utilité différentes de l'actif, ils donnent lieu à l'identification d'un composant qui est amorti sur une durée qui lui est propre.

Les coûts d'emprunt attribuables au financement d'un actif et encourus pendant la période de construction sont inclus dans la valeur de l'immobilisation, s'agissant d'actifs qualifiés au sens d'IAS 23. Le taux de capitalisation appliqué est fonction des conditions d'emprunt présentées dans la note 25.2.1

2.13.2 Mode et durées d'amortissement

Les immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, définie comme la période sur laquelle le Groupe prévoit de retirer de leur utilisation un avantage économique futur.

L'amortissement des immobilisations corporelles est pratiqué sur la base de la valeur brute des actifs considérés dans la mesure où ces actifs n'ont aucune valeur résiduelle au terme de leurs périodes d'utilisation.

Pour les principaux ouvrages, les durées d'utilité estimées couramment pratiquées sont les suivantes :

- lignes et câbles : 45 ans,
- transformateurs : 40 ans,
- cellules et jeux de barres : 45 ans pour les éléments « Haute Tension » et 15 ans pour les éléments « Basse Tension »,
- matériels de compensation et auxiliaires : 45 ans,
- matériels de télécommunication et téléconduite : 10 ans.

2.13.3 Dépenses d'investissement ultérieures

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le

coût peut être mesuré de manière fiable.

2.13.4 Dépenses d'entretien et de mise en conformité

Tous les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les pièces de sécurité des installations et les dépenses de mise en conformité engagées à la suite d'obligations légales ou réglementaires sous peine d'interdictions administratives d'exploitation sont immobilisées.

Ces dépenses sont amorties sur la durée d'utilisation des installations auxquelles elles sont destinées.

2.13.5 Concession du réseau public de transport

RTE est légalement le gestionnaire du réseau public de transport et exerce sa mission dans le cadre de l'avenant à la convention du 27 novembre 1958, signé le 30 octobre 2008, et portant concession à RTE du réseau public de transport d'électricité. Les biens affectés à la concession du réseau public de transport sont par la loi propriété de RTE et sont inscrits en « immobilisations corporelles ».

2.14 Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, applicable au 1er janvier 2019, un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour un certain temps, moyennant une contrepartie.

Les accords identifiés qui, bien que n'ayant pas la forme juridique d'un contrat de location, transfèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un actif ou d'un groupe d'actifs spécifiques au preneur du contrat, sont assimilés par le Groupe à des contrats de location et sont analysés au regard des dispositions de la norme IFRS 16.

Cette norme établit d'importantes modifications apportées à la comptabilité du preneur en supprimant la distinction entre les contrats de location simple et de location financement, en instituant la comptabilisation d'un droit d'utilisation et d'une dette locative à la mise en place de chaque contrat de location.

Le Groupe a appliqué cette norme de façon rétrospective au 1^{er} janvier 2019 mais sans retraitement des périodes comparatives (approche rétrospective dite « modifiée »).

Les contrats de location sont comptabilisés au bilan dès l'origine du contrat pour la valeur actualisée des paiements futurs. Ces contrats sont enregistrés en « autres dettes financières » (cf. note 25) au passif avec inscription à l'actif en immobilisations corporelles (cf. note 16). Ils sont amortis sur la durée du contrat.

Les contrats de location concernés portent essentiellement sur des actifs immobiliers et pour une part mineure sur des véhicules de transport.

Le Groupe a retenu les exemptions permises par la norme relatives à l'ensemble des contrats de location d'une durée inférieure ou égale à 12 mois ou dont l'actif a une valeur à neuf inférieure à 5 000 USD.

Pour déterminer le montant de la dette locative, le Groupe a retenu le montant total des loyers à prendre sur la durée de location auquel est appliqué le taux d'actualisation. Ce dernier est déterminé sur la base d'un taux d'emprunt marginal qui reflète les caractéristiques propres du Groupe. La maturité du taux retenu est fonction de la durée de chaque contrat de location.

La durée de location retenue correspond à la période maximum pour laquelle le preneur a le droit de bénéficier du droit d'utilisation de l'actif. Elle correspond à la durée pendant laquelle le contrat est non résiliable par le bailleur ainsi qu'à l'ensemble des renouvellements possibles prévus au contrat à la main exclusive du preneur.

2.15 Pertes de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles

A chaque arrêté, le Groupe détermine s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué selon les modalités prescrites par la norme IAS 36.

2.16 Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent (les titres de participation non consolidés et titres de placement), les prêts et créances au coût amorti y compris les créances clients et comptes rattachés ainsi que la juste valeur positive des

instruments financiers dérivés.

Les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières, les dettes fournisseurs et comptes associés, les concours bancaires et la juste valeur négative des instruments financiers dérivés.

Les actifs et passifs financiers sont présentés au bilan en actifs ou passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an à l'exception des dérivés de transaction qui sont classés en courant.

Les dettes et créances d'exploitation ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 9. Ils sont présentés distinctement au bilan.

2.16.1 Actifs financiers hors dérivés

Les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne sont pas représentatifs uniquement du paiement de principal et d'intérêts (SPPI) doivent être comptabilisés à la juste valeur par résultat. Cependant, IFRS 9 introduit une option exerçable de manière irrévocable à l'origine, investissement par investissement, permettant de comptabiliser les placements en instruments de capitaux propres en juste valeur par autres éléments du résultat global sans recyclage ultérieur en résultat, même en cas de cession. Seuls les dividendes restent comptabilisés en résultat.

Les actifs financiers dont les flux de trésorerie sont représentatifs du paiement de principal et d'intérêts (SPPI) sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la date de transaction à leur juste valeur, laquelle est le plus souvent égale au montant de trésorerie décaissé. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont constatés en résultat. A chaque date d'arrêt comptable, ils sont valorisés (i) soit sur la base de prix cotés sur un marché actif (niveau 1), (ii) soit à partir de données observables sur un marché (niveau 2), (iii) soit à partir de données non observables sur un marché (niveau 3).

Les variations de juste valeur des instruments sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

Les dividendes et intérêts perçus sur ces actifs évalués à la juste valeur sont comptabilisés en résultat en « Autres produits et charges financiers ».

Pour les actifs financiers non courants évalués au coût amorti, la dépréciation est appréciée de manière individuelle en tenant compte du profil de risque de la contrepartie et des garanties obtenues. Lors de la comptabilisation initiale de ces actifs financiers non courants, une dépréciation est systématiquement reconnue à hauteur des pertes de crédit attendues résultant d'évènements pouvant survenir dans les douze prochains mois. En cas de dégradation significative de la qualité de crédit de la contrepartie, la dépréciation initiale est complétée pour couvrir la totalité des pertes attendues sur la maturité résiduelle de la créance.

Pour les créances commerciales, le Groupe effectue une revue de ses créances clients de manière individuelle en tenant compte de la probabilité de défaut des contreparties ainsi que le niveau de couverture de ces créances et utilise la méthode simplifiée prévue par IFRS 9 consistant à provisionner les pertes attendues sur la maturité résiduelle des créances.

2.16.2 Passifs financiers hors dérivés

Les passifs financiers sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti avec séparation éventuelle des dérivés incorporés. Les frais de transaction sont déduits du montant financé figurant en passif financier. Les charges d'intérêts, calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif en incluant les frais de transaction liés aux passifs financiers, sont comptabilisées dans le poste « Coût de l'endettement financier brut » sur la durée de la dette financière. La juste valeur est calculée par actualisation des flux futurs au taux de marché.

2.16.3 Instruments financiers hors dérivés

2.16.3.1 Champ d'application

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IFRS 9.

En particulier, les contrats d'achat à terme avec livraison physique d'énergie sont considérés comme exclus du champ d'application de la norme IFRS 9, dès lors que ces contrats ont été conclus dans le cadre de l'activité dite «normale» du Groupe.

Cette qualification est démontrée dès que les conditions suivantes sont réunies :

- une livraison physique intervient systématiquement ;
- les volumes achetés au titre de ces contrats correspondent aux besoins d'exploitation du Groupe ;
- les contrats ne sont pas assimilables à des ventes d'option au sens de la norme

Dans ce cadre, le Groupe considère que les transactions négociées, dans l'objectif d'un équilibrage en volumes entre les engagements d'achat et le niveau réel de pertes, entrent dans le cadre de son métier de gestionnaire de réseau de transport d'électricité et sont exclues du champ d'application de la norme IFRS 9.

Conformément aux principes de la norme IFRS 9, le Groupe analyse l'ensemble de ses contrats - portant sur des éléments financiers ou non financiers - afin d'identifier l'existence d'éventuels instruments dérivés dits « incorporés ». Toute composante d'un contrat qui affecte les flux du contrat concerné de manière analogue à celle d'un instrument financier dérivé autonome répond à la définition d'un dérivé incorporé au contrat.

Si les conditions prévues par la norme sont réunies, un dérivé incorporé est comptabilisé séparément en date de mise en place du contrat.

2.16.3.2 Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché, disponibles auprès de contributeurs externes. En l'absence de prix cotés, le Groupe peut faire référence à des transactions récentes comparables ou, à défaut, utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et privilégiant des données directement dérivées de données observables telles que des cotations de gré à gré.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie auquel cas les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, hors part inefficace des couvertures.

En application d'IFRS 13, la juste valeur des instruments dérivés intègre le risque de crédit de la contrepartie pour les dérivés actifs et le risque de crédit propre pour le dérivé passif.

2.16.3.3 Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe peut être amené à utiliser des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux ainsi que ceux liés à certains contrats d'énergie.

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IFRS 9 :

- l'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80% et 125% ;
- en ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable ;
- l'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable ;
- l'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;
- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Le Groupe retient la typologie de couverture suivante :

(A) Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture, seule la fraction inefficace de la couverture impactant le résultat.

(B) Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables pour lesquelles les variations de flux de trésorerie générés par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert).

Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

2.16.4 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie :

- d'un actif financier lorsque les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration, ou lorsque le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques inhérents à la propriété de l'actif ;
- d'un passif financier lorsque le passif est éteint du fait de l'annulation de l'obligation ou de l'arrivée à échéance. Lorsqu'une restructuration de dette a lieu avec un prêteur, et que les termes sont substantiellement différents, le Groupe enregistre un nouveau passif.

2.17 Stocks

Les stocks, sont évalués au plus faible de leur coût historique et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé en utilisant la méthode du coût unitaire moyen pondéré en retenant les coûts d'achat directs et indirects. Sont enregistrés dans les comptes de stocks :

- les matières et matériels d'exploitation tels que les pièces de rechange approvisionnées dans le cadre d'un programme de maintenance ;
- les certificats relatifs aux mécanismes d'obligation de capacité (garanties de capacité en France) voir note 2.7 ci-dessus.

Les provisions constituées dépendent du taux de rotation de ces matériels, de l'estimation de leur durée de vie et de leur obsolescence technique.

2.18 Clients et comptes rattachés

Lors de leur comptabilisation initiale, les créances clients et comptes rattachés sont comptabilisées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir (qui correspond en général à leur valeur nominale). Une dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'inventaire, reposant sur la probabilité de leur recouvrement déterminée en fonction de la typologie des créances, est inférieure à leur valeur comptable. Selon la nature des créances, le risque assorti aux créances douteuses est apprécié individuellement.

Les clients et comptes rattachés incluent notamment les factures à émettre relatives à l'énergie acheminée et non facturée.

2.19 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements à très court terme facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dont l'échéance à la date d'acquisition est généralement inférieure ou égale à 3 mois et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à court terme et classés en « Equivalents de trésorerie » sont comptabilisés à la juste valeur. Les variations de juste valeur de ces titres sont présentées en résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

2.20 Capitaux propres - Ecart de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers.

Ces écarts proviennent de la réévaluation à la juste valeur des actifs financiers et de certains instruments de couverture.

2.21 Provisions hors avantages du personnel

Une provision est comptabilisée par le Groupe si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers qui résulte d'un événement antérieur à la date de clôture ;
- il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie équivalente sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

L'évaluation des provisions est faite sur la base des coûts attendus par le Groupe pour éteindre l'obligation. Les estimations sont déterminées à partir d'hypothèses retenues par le Groupe, éventuellement complétées par l'expérience de transactions similaires, et, dans certains cas, sur la base de rapports d'experts indépendants ou de devis de prestataires. Ces différentes hypothèses sont revues à l'occasion de chaque arrêté comptable.

Lorsqu'il est attendu un remboursement total ou partiel de la dépense qui a fait l'objet d'une provision, le remboursement est comptabilisé en créance, si et seulement si, le Groupe à l'assurance de le recevoir.

2.22 Avantages du personnel

Conformément aux lois et aux dispositions spécifiques du régime des Industries Electriques et Gazières (IEG), le Groupe accorde à ses salariés des avantages postérieurs à l'emploi (régimes de retraites, indemnités de fin de carrière...) ainsi que d'autres avantages à long terme (médailles du travail,...).

2.22.1 Mode de calcul et comptabilisation des engagements liés au personnel

Les engagements au titre des plans à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles, en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à déterminer les droits acquis par le personnel à la clôture en matière de retraites, avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme, en tenant compte des conditions économiques propres et des perspectives d'évolution des salaires.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, cette méthode d'évaluation tient compte en particulier des données suivantes :

- des salaires en fin de carrière en intégrant l'ancienneté des salariés, le niveau de salaire projeté à la date de départ en retraite compte tenu des effets de progression de carrière attendus et d'une évolution estimée du niveau des retraites ;
- l'âge de départ en retraite déterminé en fonction des dispositions applicables (service actif, nombre d'enfants, en prenant en compte l'allongement de la durée de cotisation des agents nécessaire pour ouvrir une pension à taux plein) ;
- des effectifs prévisionnels de retraités déterminés à partir des taux de rotation des effectifs et des tables de mortalité disponibles ;
- des réversions de pensions dont l'évaluation associe la probabilité de survie de l'agent et de son conjoint, et le taux de matrimonialité relevé sur la population des agents des IEG ;

- d'un taux d'actualisation, fonction de la durée des engagements, déterminé conformément à la norme IAS 19 révisée, comme le taux des obligations des entreprises de première catégorie ou, le cas échéant, le taux des obligations d'état à la clôture, d'une durée cohérente avec celle des engagements sociaux.

Le montant de la provision tient compte de la valeur des actifs destinés à couvrir les avantages postérieurs à l'emploi qui vient en minoration de l'évaluation des engagements ainsi déterminée.

Pour les retraites et les autres avantages postérieurs à l'emploi, tous les écarts actuariels générés par les modifications d'hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux d'inflation, loi de salaire, mortalité, âge de départ en retraite,...) sont immédiatement reconnus dans l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Pour les avantages à long terme, les écarts actuariels ainsi que l'ensemble du coût des services passés sont comptabilisés immédiatement dans la provision.

La charge nette comptabilisée sur l'exercice au titre des engagements envers le personnel intègre donc :

- la charge correspondant à l'acquisition des droits supplémentaires, ainsi qu'à l'actualisation financière des droits existants ;
- le produit correspondant au rendement prévu des actifs de couverture ;
- la charge ou le produit lié aux modifications / liquidations des régimes ou à la mise en place de nouveaux régimes ;
- la variation des écarts actuariels relatifs aux avantages à long terme.

2.22.2 Engagements concernant les avantages postérieurs à l'emploi

Lors de leur départ en retraite, les salariés du Groupe relevant du statut des IEG bénéficient de pensions déterminées selon la réglementation statutaire des IEG.

Suite à la réforme du financement du régime spécial des IEG entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2005, le fonctionnement du régime spécial de retraite, mais également des régimes d'accident du travail – maladies professionnelles, du régime d'invalidité et de décès – est assuré par la Caisse nationale des IEG (CNIEG).

Créée par la loi du 9 août 2004, la CNIEG est un organisme de sécurité sociale de droit privé, doté de la personnalité morale et placée sous la tutelle de l'Etat en particulier, et de manière conjointe, des ministres chargés du Budget, de la Sécurité Sociale et de l'Energie. Compte tenu des modalités de financement mises en place par cette même loi, des provisions pour engagements de retraite sont comptabilisées par les entreprises des IEG au titre des droits non couverts par les régimes de droit commun (CNAV, AGIRC-ARRCO), auxquels le régime des IEG est adossé, ou non couverts par la Contribution Tarifaire d'Acheminement (CTA) prélevée sur les prestations de transport et de distribution de gaz et d'électricité.

Sont donc compris dans la provision au titre des retraites :

- les droits spécifiques acquis par les agents à compter du 1^{er} janvier 2005 pour l'activité régulée transport (les droits passés étant financés par la CTA) ;
- les droits spécifiques des agents bénéficiant d'un départ anticipé par rapport à l'âge de départ légal du régime général.

Par ailleurs, en complément des retraites, d'autres avantages sont consentis aux inactifs des IEG. Ils se détaillent comme suit :

- les avantages en nature énergie

L'article 28 du Statut National du personnel des IEG prévoit que les agents inactifs bénéficient des mêmes avantages en nature que les agents actifs. Dans ce cadre, comme les agents actifs, ils disposent de tarifs préférentiels sur l'électricité et le gaz naturel (« tarif agent »). L'engagement du Groupe relatif à la fourniture d'énergie aux agents correspond à la valeur actuelle probable des kWh fournis aux agents pendant la phase de retraite valorisée sur la base du coût de revient unitaire. A cet élément s'ajoute la soultte représentant le prix de l'accord d'échange d'énergie avec ENGIE.

- les indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière sont versées aux agents qui deviennent bénéficiaires d'une pension statutaire

de vieillesse ou aux ayants droit en cas de décès pendant la phase d'activité de l'agent. Ces engagements sont couverts en quasi-totalité par un contrat d'assurance.

- les indemnités de secours immédiat

Les indemnités de secours immédiat au décès ont pour but d'apporter une aide financière relative aux frais engagés lors du décès d'un agent statutaire en inactivité ou en invalidité (Article 26 - § 5 du Statut National). Elles sont versées aux ayants droit prioritaires des agents décédés (indemnité statutaire correspondant à trois mois de pension) ou à un tiers ayant assumé les frais d'obsèques (indemnité bénévole correspondant aux frais d'obsèques).

- les indemnités de congés exceptionnels de fin de carrière

Tous les agents pouvant prétendre à une pension statutaire de vieillesse à jouissance immédiate, âgés d'au moins 55 ans à la date de leur départ en inactivité, bénéficient, au cours des douze derniers mois de leur activité, d'un total de 18 jours de congés exceptionnels.

- les indemnités compensatrices de frais d'études et aides aux frais d'études

L'Indemnité Compensatrice de Frais d'Etudes (ICFE) est un avantage familial extrastatutaire qui a pour but d'apporter une aide aux agents inactifs (ou à leurs ayants droit) dont les enfants poursuivent leurs études. Elle est également versée aux bénéficiaires de pensions d'orphelins. Un accord relatif aux frais de scolarité est entré en vigueur au 1^{er} octobre 2011. Il a instauré l'Aide aux Frais d'Etudes (AFE), qui se substitue progressivement à l'ICFE. Un avenant à l'accord du 7 mars 2011 a été signé en novembre 2017. Les fédérations syndicales et les groupements d'employeurs ont convenus de revoir et d'améliorer le dispositif de l'aide aux frais d'étude, afin notamment d'en simplifier les conditions d'accès. Cet avenant est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

- le compte épargne jours de retraite

A la suite de la réforme des retraites de 2008, un accord a été mis en place en 2010 se substituant aux anticipations pour services actifs pour les nouveaux entrants à compter du 1^{er} janvier 2009. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- 10 jours de compte épargne jours de retraite pour une année de service actif à 100% ;
- jours proratisés si le taux de service actif est inférieur à 100% ;
- pas d'acquisition de compte épargne jours de retraite en cas de service actif inférieur à 20%.

Le compte épargne jours retraite reste acquis en cas de départ des IEG ou en cas de transfert dans une entreprise bénéficiant du statut des IEG. Il est utilisable uniquement en fin de carrière entre la date d'ouverture des droits à la retraite et l'âge limite fixé par l'article 4 du Statut National du personnel des IEG.

2.22.3 Engagements concernant les autres avantages à long terme

Ces avantages concernant les salariés en activité sont accordés selon la réglementation statutaire des IEG. A ce titre, ils comprennent :

- les rentes et prestations pour invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles. A l'instar des salariés relevant du régime général, les salariés des IEG bénéficient de garanties permettant la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, de rentes d'invalidité et de prestations d'invalidité. Le montant de l'engagement correspond à la valeur actuelle probable des prestations que percevront les bénéficiaires actuels compte tenu des éventuelles réversions ;
- les médailles du travail ;
- les prestations spécifiques pour les salariés ayant été en contact avec l'amiante.

2.23 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues par les sociétés du Groupe, principalement au titre du raccordement des clients au réseau de transport, sont enregistrées au passif dans la rubrique « autres créditeurs » et sont rapportées au compte de résultat sur une période en fonction de la durée de vie des actifs qu'elles ont contribué à financer.

Conformément à IFRS 15¹, les subventions d'investissement issues des contrats de raccordement sont retraitées en chiffre d'affaires et étalées sur la durée de vie de l'immobilisation correspondante.

2.24 Dépenses environnementales

Les dépenses environnementales sont les dépenses identifiables effectuées en vue de prévenir, réduire ou réparer les dommages que le Groupe a occasionnés ou pourrait occasionner à l'environnement, du fait de ses activités. Ces dépenses sont comptabilisées sous deux rubriques :

- dépenses capitalisées dès lors qu'elles sont effectuées en vue de prévenir ou de réduire des dommages futurs ou de préserver des ressources ;
- charges de l'exercice pour les dépenses de fonctionnement des structures en charge de l'environnement, la surveillance de l'environnement, la formation et l'amélioration des compétences en ce domaine, les redevances et taxes environnementales et le traitement des déchets.

Note 3 - Evénements et transactions significatifs survenus au cours des exercices 2021

3.1 Evénements et transactions significatifs survenus au cours de l'exercice 2021

3.1.1 Programme d'investissements 2021

Pour répondre aux enjeux de la transition énergétique, le programme d'investissements de RTE s'inscrit dans un contexte de besoins soutenus non seulement pour renforcer les interconnexions avec les réseaux européens voisins, mais aussi pour accueillir les nouveaux moyens de production, adapter le réseau aux évolutions du mode de consommation, et renouveler les ouvrages pour maintenir la qualité du service rendu. En 2021, les dépenses d'investissement s'établissent à 1 578 M€, soit 92 % du montant autorisé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Les principales dépenses 2021 concernent des grands projets de raccordement du parc éolien offshore Fécamp, Saint-Nazaire, Saint-Brieuc et Calvados ainsi que des projets de transports relatifs aux développements comme Avelin-Gavrelle et aux interconnexions comme IFA2 et Savoie-Piémont.

3.1.2 Tarif TURPE 6

Le tarif d'accès au réseau de transport de l'électricité (TURPE 6), entré en vigueur au 1^{er} août 2021, pour une période de 4 ans, prévoit une actualisation à chaque date anniversaire grâce à laquelle sont pris en compte l'inflation et l'apurement progressif du CRCP².

Ainsi, l'évolution moyenne, sur l'ensemble des consommateurs, du TURPE 6 HTB s'établit à +1.09% au 1^{er} août 2021.

3.1.3 Opérations de financement de l'exercice

Remboursement de deux emprunts obligataires d'un montant total de 750 M€ en février 2021 (au taux d'intérêt de 4,13 %), et d'un emprunt BEI de 100 M€ en septembre 2021 (au taux d'intérêt de 0,163%).

L'endettement financier net du Groupe passe de 12,7 Md€ en décembre 2020 à 12,6 Md€ au 31 décembre 2021.

3.1.4 Contrôles fiscaux

¹ Cf. Note 2.7 Chiffre d'affaires »

² Compte de Régulation des Charges et des Produits : le CRCP enregistre sur chaque période tarifaire les écarts entre prévisions et réalisations sur certains postes (accès au réseau, achats d'énergie pour compenser les pertes, interconnexions) jugés par la CRE difficilement prévisibles et maîtrisables, pouvant être répercutés aux utilisateurs du réseau par des évolutions tarifaires ultérieures.

S'agissant du contrôle fiscal des années 2017 et 2018, RTE SA fait l'objet d'une procédure de rectification au titre de laquelle les autorités fiscales contestent certains traitements comptables et fiscaux. Une provision pour risque à hauteur de 8M€ a donc été reconnue dans les comptes 2021 en couverture de cet aléa.

3.1.5 Distribution de dividendes

Sur décision de l'Assemblée Générale du 7 juin 2021, la société CTE a procédé à une distribution de réserves de 259 millions d'euros soit 0,24 € par action.

Note 4 - Evolution du périmètre de consolidation

La société RTE I Netherlands est intégrée au périmètre Groupe RTE à compter de 2021. Elle est détenue à 90% par RTE International.

Il s'agit de la filiale néerlandaise de RTE international, spécialisée dans la maintenance des lignes haute tension et des postes électriques.

Note 5 - Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » qui requiert de présenter l'information sectorielle, il n'a été retenu qu'un seul secteur opérationnel correspondant à l'activité de transport d'électricité tel qu'il est régulièrement examiné par le Directoire de RTE.

Note 6 - Chiffre d'affaires

Les différentes composantes du chiffre d'affaires sont les suivantes :

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Accès au réseau de transport par les distributeurs	3 852 302	3 562 418
Accès au réseau de transport par les autres utilisateurs	485 232	509 641
Interconnexions	783 707	545 529
Autres prestations	132 795	111 469
Chiffre d'affaires	5 254 036	4 729 058

Note 7 - Achats d'énergie

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Achats d'énergie	(549 943)	(499 512)

Les achats d'énergie correspondent aux achats d'électricité réalisés pour compenser les pertes sur le réseau de transport. Ils intègrent, pour chaque exercice, le dénouement des contrats d'achat à terme d'énergie. Ils intègrent également l'impact des achats de garantie de capacité réalisés dans le cadre de l'application du Mécanisme de capacité (cf. Note 2.7).

Note 8 - Autres consommations externes

Les différentes composantes des autres consommations externes sont les suivantes :

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)

	2021	2020
Services extérieurs	(614 299)	(505 490)
Achats liés à l'exploitation du système électrique (hors achats d'énergie)	(691 761)	(412 782)
Autres achats	(84 713)	(193 798)
Production stockée et immobilisée	263 527	292 000
Autres consommations externes	(1 127 246)	(820 069)

Note 9 - Obligations contractuelles et engagements

Dans le cadre de son activité, le Groupe a donné ou reçu des engagements solidaires avec des tiers.

Au 31 décembre 2021, l'échéancier de ces engagements se présente comme suit :

Engagements donnés (en milliers d'euros)	31.12.2021	Échéances			31.12.2020
		< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Garanties de bonne exécution / bonne fin / soumission	-	-	-	-	-
Engagements sur commandes d'exploitation	1 029 533	844 902	183 429	1 201	925 628
Engagements de location simple en tant que preneur	-	-	-	-	-
Autres engagements liés à l'exploitation	-	-	-	-	-
Engagements donnés liés à l'exploitation	1 029 533	844 902	183 429	1 201	925 628
Engagements donnés liés au financement	-	-	-	-	700 000
Engagements donnés liés aux investissements	1 260 211	955 709	256 214	48 288	1 263 813
Total des engagements donnés	2 289 744	1 800 611	439 643	49 489	2 889 442

Engagements reçus (en milliers d'euros)	31.12.2021	Échéances			31.12.2020
		< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
Engagements reçus liés à l'exploitation	841 050	774 410	61 276	5 363	445 480
Engagements reçus liés au financement	1 500 905	905	1 500 000	-	2 200 000
Engagements reçus liés aux investissements	794 489	169 034	438 698	186 757	498 313
Total des engagements reçus	3 136 445	944 349	1 999 974	192 121	3 143 793

Ces engagements (donnés ou reçus) représentent des droits et obligations actuels dont les effets (sorties ou entrées de ressources) sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures.

Le Groupe attend une contrepartie représentative d'avantages économiques futurs des engagements donnés liés à l'exploitation.

Le Groupe a souscrit dans le cadre de son activité normale des contrats à terme d'achat d'électricité. Ces engagements sont inclus dans la ligne « engagements sur commande d'exploitation » et sont évalués à leur valeur nominale. L'évolution de leurs valeurs entre 2020 et 2021 est du fait de l'envolée des prix d'achat d'électricité sur l'année 2021.

Note 10 - Charges de personnel

10.1 Charges de personnel

Les différentes composantes des charges de personnel sont les suivantes :

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	2021	2020
Rémunérations	(570 434)	(561 584)
Charges de sécurité sociale	(304 050)	(307 987)
Intéressement et abondement sur intéressement	(37 461)	(42 462)
Autres charges liées aux avantages à court terme	4 362	4 479
Avantages à court terme	(907 582)	(907 555)
Autres avantages (1)	(26 226)	(15 953)
CHARGES DE PERSONNEL	(933 808)	(923 508)

(1) La ligne « Autres avantages » comprend les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme.

10.2 Effectifs

CTE n'a pas eu de personnel au cours de l'exercice.
Les effectifs de RTE en fin de période sont les suivants :

	31.12.2021	31.12.2020
Cadre	4 781	4 710
Maîtrise	3 704	3 705
Exécution	378	381
Effectif - statut IEG	8 863	8 796
Non statutaires	575	601
Effectif total	9 438	9 397

Les filiales³ de RTE comptent 111 collaborateurs.

Note 11 - Impôts et taxes

Les impôts et taxes s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2021	2020
Imposition forfaitaire sur les pylônes	(291 427)	(285 053)
Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER)	(103 709)	(102 677)
Contribution Economique Territoriale (CET)	(50 390)	(95 443)
Taxe foncière	(22 502)	(41 679)
Autres taxes	(42 799)	(40 620)
Impôts et taxes	(510 826)	(565 472)

Note 12 - Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se détaillent comme suit :

³ Filiales détenues à 100% par RTE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Résultat de sortie des immobilisations	(26 069)	(14 166)
Dotations nettes aux provisions sur actifs courants	(33 979)	3 179
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges d'exploitation	(8 304)	5 018
Autres produits et autres charges	29 948	(773)
Autres produits et charges opérationnels	<u>(38 404)</u>	<u>(6 742)</u>

La rubrique « Autres produits et autres charges » intègre notamment certaines pénalités versées ou reçues.

Note 13 - Résultat financier

13.1 Coût de l'endettement financier brut

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Coût de l'endettement financier brut	(198 630)	(220 801)

Le coût de l'endettement financier brut intègre principalement :

- les charges d'intérêts relatives aux emprunts obligataires pour 170 millions d'euros ;
- l'application de la norme IAS 23 qui impose d'incorporer les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié dans le coût de cet actif. L'impact de cette application est un produit de 27 millions d'euros en 2021 (contre un produit de 28 millions d'euros en 2020).
- Les intérêts liées à la dette locative IFRS 16 pour 4 millions d'euros.

13.2 Effet de l'actualisation

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Effet de l'actualisation	(21 233)	(26 653)

L'effet de l'actualisation concerne essentiellement les provisions pour avantages à long terme et postérieurs à l'emploi.

13.3 Autres produits et charges financiers

Les différentes composantes des autres produits et charges financiers sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Produits sur trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers disponibles à la vente	(1 621)	(1 112)
Produits (charges) sur autres actifs financiers	(14 555)	(9 032)
Autres produits (charges) financiers	1 819	(1 340)
Rendement des actifs de couverture	735	1 002
Autres produits et charges financiers	<u>(13 622)</u>	<u>(10 481)</u>

Note 14 - Impôts sur les résultats

14.1 Ventilation de la charge d'impôt

La ventilation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	2021	2020
Impôts exigibles	(270 059)	(229 044)
Impôts différés	19 235	(1 998)
Total	(250 823)	(231 041)

RTE est intégrée fiscalement dans le périmètre d'intégration fiscale de CTE. La convention d'intégration fiscale court du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022, reconduite tacitement par période de cinq ans.

14.2 Rapprochement de la charge d'impôt théorique et de la charge d'impôt effective

(en milliers d'euros)	2021	2020
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	(858 887)	(699 519)
Taux d'impôt en vigueur	28,41%	32,02%
Charge théorique d'impôt	(243 921)	(224 014)
Différences de taux d'imposition	(1 063)	3 634
Ecart permanents *	(10 506)	(15 030)
Impôts sans base **	3 269	2 677
Autres	1 398	1 692
Charge réelle d'impôt	(250 823)	(231 041)
Taux effectif d'impôt	29,20%	33,03%

* Intègre principalement l'impact de la limitation de la déductibilité des intérêts d'emprunt.

** Correspond aux crédits d'impôts reclassés en résultat d'exploitation.

14.3 Ventilation des actifs et des passifs d'impôt différé par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Ecart entre amortissement comptable et amortissement fiscal	16 844	15 625
Instruments financiers	8	23
Provisions pour avantages du personnel	599 206	534 226
Subventions d'investissement	226 142	205 559
Autres différences temporelles déductibles	6 917	5 366
Total des impôts différés actif	849 117	760 798
Ecart entre amortissement comptable et amortissement fiscal	(381 988)	(373 294)
Autres différences temporelles taxables	(67 207)	(61 361)
Total des impôts différés passif	(449 195)	(434 655)
Impôts différés nets	399 922	326 144

Note 15 - Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont composés essentiellement de logiciels acquis ou créés et développés en interne. Au 31 décembre 2021 et 2020, le Groupe n'a comptabilisé aucune perte de valeur sur ses actifs incorporels.

Les augmentations de la valeur brute comprennent les acquisitions d'immobilisations et les virements de compte à compte débiteurs. Les diminutions de la valeur brute comprennent les cessions, les mises au rebut et les virements de compte à compte créditeurs. A la mise en service d'un actif, les virements de compte à compte reflètent notamment son passage du compte d'immobilisations en cours à la rubrique d'actif correspondant.

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2020	Augmentations	Diminutions	31.12.2021
Actifs incorporels en cours	207 934	119 080	(82 820)	244 194
Autres actifs incorporels	1 014 217	89 871	6 449	1 110 537
Valeurs brutes	1 222 151	208 951	(76 371)	1 354 731
Amortissements	(791 913)	(72 099)	137	(863 875)
Valeurs nettes	430 238	136 852	(76 234)	490 856

Note 16 - Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2021 et 2020, le Groupe n'a comptabilisé aucune perte de valeur sur ses immobilisations corporelles.

Les augmentations de la valeur brute comprennent les acquisitions d'immobilisations et les virements de compte à compte débiteurs. Les diminutions de la valeur brute comprennent les cessions, les mises au rebut et les virements de compte à compte créditeurs. A la mise en service d'un actif, les virements de compte à compte reflètent notamment son passage du compte d'immobilisations en cours à la rubrique d'actif correspondant.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2020	Augmentations	Diminutions	31.12.2021
Terrains	184 792	9 741	(1 346)	193 187
Constructions <i>(dont droit d'utilisation IFRS 16)*</i>	3 201 710	150 064	(21 867)	3 329 907
Réseaux	27 166 118	1 305 734	(133 664)	28 338 188
Autres installations, matériels et outillages	1 250 655	127 927	(7 196)	1 371 386
Autres immobilisations corporelles	496 745	31 611	(5 928)	522 428
Immobilisations corporelles en cours	2 608 256	1 485 671	(1 635 036)	2 458 891
Valeurs brutes	34 908 275	3 110 748	(1 805 037)	36 213 986
Agencements et aménagements de terrains	(69 405)	(3 079)	788	(71 696)
Constructions <i>(dont droit d'utilisation IFRS 16)*</i>	(1 486 913)	(90 453)	819	(1 576 547)
Réseaux	(13 741 187)	(713 184)	121 344	(14 333 027)
Autres installations, matériels et outillages	(888 833)	(70 292)	6 553	(952 572)
Autres immobilisations corporelles	(323 041)	(36 739)	5 811	(353 969)
Amortissements	(16 509 379)	(913 747)	135 315	(17 287 811)
Valeurs nettes	18 398 896	2 197 001	(1 669 722)	18 926 175

* Droit d'utilisation au titre d'IFRS 16

Au 31 décembre 2021, le Groupe n'a comptabilisé aucune perte de valeur sur ses droits d'utilisation.

Les augmentations de la valeur brute comprennent les droits d'utilisation d'immeubles. Les diminutions de la valeur brute correspondent à l'extinction du droit d'utilisation de baux commerciaux.

<i>(en milliers d'euros)</i>	01.01.2021	Augmentation	Diminution	31.12.2021
Baux commerciaux	245 198	13 097	(19 244)	237 489
Véhicules de location	4 722	0	0	4 722
Valeur brute	249 921	13 097	(19 244)	242 212
Baux commerciaux	(2 319)	(27 702)	15 725	(14 297)
Véhicules de location	(3 129)	(1 562)	-	(4 687)
Amortissement	(5 449)	(29 265)	15 725	(18 989)
Valeurs nettes	244 472	-16 168	-3 519	223 223

Note 17 - Participations dans les entreprises associées

Le détail des entreprises associées est le suivant :

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Quote-part d'intérêts dans le capital	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat	Quote-part d'intérêts dans le capital	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat
HGRT	34%	31 214	3 698	34%	31 256	3 368
CORES0	16%	830	237	16%	760	254
Total		32 044	3 936		32 016	3 622

Note 18 - Actifs financiers

18.1 Répartition entre les actifs financiers courants et non courants

La répartition entre les actifs financiers courants et non courants se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	1 088 912	4 626	1 093 538	1 954 865	2 080	1 956 945
Prêts et créances financières (*)	103 275	10 591	113 866	8 204	11 709	19 913
Actifs financiers disponibles à la vente	1 192 187	15 217	1 207 404	1 963 069	13 789	1 976 858

(*) Nets de dépréciation

18.2 Variation des actifs financiers courants et non courants

La variation des actifs financiers s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentations	Diminutions	Variations de juste valeur	Dépréciation	31.12.2021
Actifs financiers disponibles à la vente	1 956 944	3 503 111	(4 367 057)	540	-	1 093 538
Prêts et créances financières	19 914	154 311	(60 347)	-	(11)	113 867
ACTIFS FINANCIERS	1 976 858	3 657 422	(4 427 404)	540	(11)	1 207 405

18.3 Détail des actifs financiers

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Titres de participation	Titres de dettes / OPCVM	Total	Titres de participation	Titres de dettes / OPCVM	Total
Actifs liquides	0	1 088 912	1 088 912	0	1 954 865	1 954 865
Autres titres	4 626	0	4 626	2 080	0	2 080
Actifs financiers disponibles à la vente	4 626	1 088 912	1 093 538	2 080	1 954 865	1 956 945

Les actifs liquides sont des actifs financiers composés essentiellement d'OPCVM et de titres de créances négociables dont l'échéance à la date d'acquisition est supérieure à 3 mois, facilement convertibles en trésorerie et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité. Leur évaluation à la juste valeur est déterminée selon les principes énoncés dans les notes 2.15. Compte tenu des caractéristiques des OPCVM la juste valeur au 31 décembre 2021 est inférieure à leur coût d'acquisition.

Note 19 - Stocks

Les stocks sont constitués majoritairement de matériels techniques destinés à un usage interne.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Valeur brute	152 587	165 359
Dépréciation	(19 058)	(18 261)
Valeur nette	133 529	147 098

Le poste « stocks bruts » intègre les certificats de garanties de capacité à hauteur de 31 M€. Aucune dépréciation en lien avec les garanties de capacité.

Note 20 - Clients et comptes rattachés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Clients et comptes rattachés - valeur brute	1 740 800	1 187 361
Dépréciation	(36 966)	(3 454)
Clients et comptes rattachés - valeur nette	1 703 833	1 183 906

Les échéances du poste « clients et comptes rattachés » sont inférieures à un an.

Le risque de crédit relatif aux créances clients et comptes rattachés est présenté ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
Clients et comptes rattachés	1 740 800	(36 966)	1 703 833	1 187 361	(3 454)	1 183 906
dont créances échues de moins de 6 mois	1 988	(624)	1 363	19 867	124	19 990
dont créances échues entre 6 et 12 mois	7 798	(3 497)	4 301	4 681	(10)	4 671
dont créances échues de plus de 12 mois	6 131	(2 894)	3 237	6 624	(3 282)	3 342
dont total des créances échues	15 917	(7 016)	8 901	31 172	(3 168)	28 003
dont total des créances non échues	1 724 882	(29 950)	1 694 932	1 156 189	(286)	1 155 903

Les créances non échues correspondent essentiellement aux factures à établir.

Note 21 - Autres débiteurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Avances versées	88 608	28 580
Autres créances	197 906	148 405
Charges constatées d'avance	11 557	14 843
Autres débiteurs - valeur brute	298 072	191 827
Dépréciation	(1 856)	(2 403)
Autres débiteurs - valeur nette	296 215	189 424

Les échéances des paiements des autres débiteurs sont principalement inférieures à un an.

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

Le poste « Autres créances » comprend majoritairement des créances envers les collectivités publiques et l'Etat dont celles relatives à la TVA.

La variation des provisions associées aux autres débiteurs s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2020	Augmentations	Diminutions	31.12.2021
Dépréciation	(2 403)	(0)	547	(1 856)

Note 22 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprennent les montants suivants inscrits dans le bilan :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Disponibilités	234 276	204 337
Equivalents de trésorerie	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234 276	204 337

Note 23 - Capitaux propres

23.1 Capital social

Au 31 décembre 2021, le capital social s'élève à 2 700 009 248 euros, divisé en 1 080 003 699 actions entièrement souscrites et libérées d'un nominal de 2,5 euros par EDF, CNP Assurances et la Caisse des Dépôts et Consignations.

23.2 Distribution de dividendes

La société CTE n'a pas versé d'acomptes sur dividendes en 2021.

23.3 Distribution de réserves

Sur décision de l'Assemblée Générale en date du 7 juin 2021, la société CTE a distribué une partie de ces réserves par prélèvement sur les réserves libres pour un montant de 259 millions d'euros.

Note 24 - Provisions

24.1 Répartition courant / non courant des provisions

La répartition entre la part courante et la part non courante des provisions se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021			31.12.2020		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour avantages du personnel	87 126	2 386 339	2 473 465	106 918	2 112 789	2 219 707
Autres provisions	23 214	35 456	58 670	25 727	26 601	52 328
Provisions	110 340	2 421 795	2 532 135	132 646	2 139 389	2 272 035

24.2 Avantages du personnel

24.2.1 Décomposition de la variation de la provision

<i>(en milliers d'euros)</i>	Engagements	Actifs de couverture	Provisions au bilan
Solde au 31.12.2020	2 301 381	(81 673)	2 219 707
Charges nettes de l'exercice	129 630	(735)	128 895
Ecart actuariels	215 389	(3 681)	211 708
<i>dont avantages à long terme</i>	(3 091)	-	(3 091)
<i>dont avantages postérieurs à l'emploi</i>	218 479	(3 681)	214 799
Cotisations versées aux fonds	-	-	-
Prestations versées	(83 475)	4 395	(79 081)
Autres (IFRIC4)	(7 765)		(7 765)
Solde au 31.12.2021	2 555 160	(81 695)	2 473 465

La variation des provisions depuis le 31 décembre 2021 résulte de l'évolution des droits acquis, de l'actualisation financière du passif, des versements effectués aux fonds externalisés, des prestations versées, de l'évolution des écarts actuariels et du coût des services passés.

Autres (IFRIC 4) : L'IASB (International Accounting Standards Board) a validé en mai 2021 la position prise par le Comité d'interprétation des normes IFRS (IFRC 2021-04) au travers de l'Agenda Decision « Attributing Benefit to Periods of Service (IAS 19 Employee Benefits) ». Le périmètre d'application de la proposition de l'IFRIC se limite, aux bornes du Groupe RTE, aux modalités de calcul des indemnités de fin de carrière (IFC). L'effet de cette évolution normative est reconnu à l'ouverture de l'exercice 2021, soit au 1er janvier 2021, en report à nouveau pour (7 765 K€).

24.2.2 Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Coût des services rendus	108 398	92 680
Ecart actuariels - avantages à long terme	(3 091)	15 199
Effet d'une réduction ou liquidation de régime	-	-
Charges nettes en résultat d'exploitation	105 307	107 879
Charges d'intérêts (effet de l'actualisation)	21 233	26 653
Produits sur les actifs de couverture	(735)	(1 002)
Charges nettes en résultat financier	20 498	25 651
Charges au titre des avantages du personnel enregistrées dans le compte de résultat	125 805	133 530
Ecart actuariels sur engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi	218 479	257 799
Ecart actuariels sur actifs de couverture	(3 681)	(8 079)
Ecart actuariels	214 799	249 720
Gains et pertes sur avantages du personnel comptabilisés directement en capitaux propres	214 799	249 720

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

Les écarts actuariels sur les engagements s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Avantages long terme	Avantages postérieurs à l'emploi	31.12.2021
Variation liée aux écarts d'expérience	(7 070)	148 884	141 815
Variation liée aux écarts d'hypothèses démographiques	2 060	13 401	15 461
Variation liée aux écarts d'hypothèses financières ⁽¹⁾	1 919	56 194	58 114
Variation liée aux écarts actuariels sur engagements	(3 091)	218 479	215 389

(1) Les hypothèses financières correspondent notamment au taux d'actualisation, au taux d'inflation et au taux d'augmentation des salaires.

24.2.3 Répartition par nature des provisions pour avantages du personnel :

Au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	Engagements	Actifs de couverture	Provisions au bilan
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi au 31.12.2021	2 394 185	(81 695)	2 312 490
Dont			
Retraites	743 950	-	743 950
Avantages en nature énergie	1 391 722	-	1 391 722
Indemnités de fin de carrière	88 782	(81 695)	7 088
Indemnités de secours immédiat	117 986	-	117 986
Autres	51 744	-	51 744
Provisions pour avantages à long terme au 31.12.2021	160 975	-	160 975
Dont			
Rentes ATMP et Invalidité	91 590	-	91 590
Médaille du travail	20 407	-	20 407
Autres	48 978	-	48 978
Provisions pour avantages du personnel au 31.12.2021	2 555 160	(81 695)	2 473 465

Les actifs de couverture s'élèvent à 82 millions d'euros au 31 décembre 2021 (82 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Les actifs de couverture sont affectés à la couverture des indemnités de fin de carrière. Ils sont constitués de contrats d'assurance composés au 31 décembre 2021 de 33,16% d'actions et de 66,84% d'obligations (respectivement 36,8% et 63,2% au 31 décembre 2020).

24.2.4 Flux de trésorerie futurs

Les flux de trésorerie sur les prestations à venir sont les suivants :

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

	31.12.2021	
	Flux aux conditions économiques de fin de période	Montants provisionnés en valeur actualisée
<i>(en milliers d'euros)</i>		
A moins d'un an	72 518	72 051
De un à cinq ans	263 028	253 249
De cinq à dix ans	275 985	250 626
A plus de dix ans	3 054 304	1 979 234
Flux de trésorerie relatifs aux prestations	3 665 835	2 555 160

24.2.5 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements relatifs aux avantages du personnel sont résumées ci-dessous :

<i>(en %)</i>	2021	2020
Taux d'actualisation / Taux de rendement des actifs de couverture	1,30%	0,90%
Taux d'inflation	1,70%	1,20%

24.2.6 Analyse de sensibilité

<i>(en %)</i>	2021	2020
Impact d'une variation à la hausse ou à la baisse de 25 points de base du taux d'actualisation		
- Sur le montant des engagements	- 6,1 % / + 6,7%	- 6,0 % / + 6,6%
- Sur la charge nette au titre de l'exercice suivant	- 3,4 % / + 3,7 %	- 3,3 % / + 3,6 %

<i>(en %)</i>	2021	2020
Impact d'une variation à la hausse ou à la baisse de 25 points de base du taux d'inflation		
- Sur le montant des engagements	+ 6,4 % / - 5,8 %	+ 6,2 % / - 5,6 %
- Sur la charge nette au titre de l'exercice suivant	+ 8 % / - 7,2 %	+ 7,9 % / - 7,1 %

24.3 Autres provisions

Les variations des autres provisions se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2020	Augmentations	Diminutions *		31.12.2021
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet	Autres mouvements
Abondement sur intéressement	16 266	15 911	(16 266)	-	15 911
Autres provisions	36 061	17 070	(10 709)	-	336
Autres Provisions	52 327	32 981	(26 975)	-	58 670

* *provisions utilisées exclusivement*

Le poste « Autres » intègre notamment une convention d'indemnisation, un litige avec des organismes sociaux et la provision pour contrôle fiscal.

24.4 Passifs éventuels

Le Groupe était engagé dans deux contrats de bail à construction, en tant que bailleur, qui se sont éteints en 2019.

Les échanges sont en cours avec la contrepartie afin de déterminer l'étendue des obligations dont RTE devrait s'acquitter dans ce cadre. La sortie de ressource donnera lieu à une inscription à l'actif immobilisé de RTE.

Note 25 - Passifs financiers

25.1 Répartition courant / non courant des passifs financiers

Les passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts obligataires	11 354 360	806 681	12 161 041	12 093 182	835 551	12 928 733
Autres dettes financières*	1 385 602	481 369	1 866 971	1 396 037	542 921	1 938 957
Passifs financiers	12 739 962	1 288 050	14 028 013	13 489 218	1 378 472	14 867 690

*La dette locative IFRS 16 s'élève à 254 401 milliers d'euros au 31.12.2021.

Le poste « Autres dettes financières » comprend essentiellement les emprunts souscrits par RTE auprès de la Banque Européenne d'Investissement qui s'élèvent à 1 150 millions d'euros au 31 décembre 2021 (1 250 millions d'euros au 31 décembre 2020), et la dette locative IFRS 16 qui s'élève à 254 millions d'euros.

25.2 Emprunts et dettes financières

25.2.1 Variations des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Emprunts obligataires	Dettes envers EDF SA	Autres dettes financières*	Intérêts courus	Total
Solde au 31.12.2020	12 811 611	-	1 938 889	117 188	14 867 688
Augmentations	1 736	-	3 006 359	1 014 561	4 022 656
Diminutions	(743 928)	-	(3 078 291)	(1 040 114)	(4 862 333)
Solde au 31.12.2021	12 069 419	-	1 866 957	91 635	14 028 011

*dont dettes locatives IFRS 16 et papiers commerciaux (TCN)

Détail de la variation de la dette locative IFRS 16:

Détail de la dette locative IFRS 16

(en milliers d'euros)	Dette locative IFRS 16
Solde au 01.01.2021	274 554
Augmentation	13 097
Diminution	(33 249)
Solde au 31.12.2021	254 401

La dette est intégralement libellée en euros.

Remboursement de deux emprunts obligataires d'un montant total de 750 M€ en février 2021 (au taux d'intérêt de 4,13 %), et d'un emprunt BEI de 100 M€ en septembre 2021 (au taux d'intérêt de 0,163 %).

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, les principaux emprunts du Groupe sont en valeur nominale les suivants :

(en milliers d'euros)	Date d'émission	Échéance	Montant	Devise	Taux	Emetteur
Tirage obligataire	2010	2022	(750 000)	EUR	3,875%	RTE
Tirage obligataire	2013	2023	(500 000)	EUR	2,875%	RTE
Tirage obligataire	2013	2028	(100 000)	EUR	3,380%	RTE
Tirage obligataire	2014	2024	(500 000)	EUR	1,625%	RTE
Tirage obligataire	2014	2029	(600 000)	EUR	2,750%	RTE
Tirage obligataire	2014	2034	(250 000)	EUR	2,625%	RTE
Tirage obligataire	2015	2025	(1 000 000)	EUR	1,625%	RTE
Tirage obligataire	2016	2026	(650 000)	EUR	1,000%	RTE
Tirage obligataire	2016	2036	(700 000)	EUR	2,000%	RTE
Tirage obligataire	2017	2037	(750 000)	EUR	1,875%	RTE
Tirage obligataire	2017	2024	(500 000)	EUR	0,875%	CTE
Tirage obligataire	2017	2028	(1 200 000)	EUR	1,500%	CTE
Tirage obligataire	2017	2032	(1 220 000)	EUR	2,125%	CTE
Tirage obligataire	2018	2030	(500 000)	EUR	1,500%	RTE
Tirage obligataire	2018	2038	(500 000)	EUR	2,125%	RTE
Tirage obligataire	2019	2027	(500 000)	EUR	0,000%	RTE
Tirage obligataire	2019	2049	(700 000)	EUR	1,125%	RTE
Tirage obligataire	2020	2032	(500 000)	EUR	0,625%	RTE
Tirage obligataire	2020	2040	(750 000)	EUR	1,125%	RTE

Les tirages obligataires du Groupe ne contiennent aucune clause de type covenants financiers.

25.2.2 Echancier des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Emprunts obligataires	Autres dettes financières (dont dette locative IFRS 16)*	Total
A moins d'un an	808 263	481 369	1 289 632
Entre un et cinq ans	2 491 842	163 156	2 654 998
A plus de cinq ans	8 860 936	1 222 447	10 083 383
Emprunts et dettes financières au 31.12.2021	12 161 041	1 866 971	14 028 013

*Détail de la variation de la dette locative IFRS 16 :

(en milliers d'euros)	Dette locative IFRS 16
A moins d'un an	30 332
entre un et cinq ans	151 623
A plus de cinq ans	72 447
Dette financière au titre d'IFRS 16 au 31.12.2021	254 401

25.2.3 Ligne de crédit

(en milliers d'euros)	Total	Échéances		
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans
Ligne de crédit confirmée	1 500 000	0	1 500 000	0

Le 21 juin 2016, RTE a signé une nouvelle facilité de crédit bancaire pouvant être utilisée dans la limite d'un montant maximum de 1 500 millions d'euros. Cette facilité est disponible pour une durée de 5 ans et 2 ans prorogés. Au 31 décembre 2021, le montant disponible sur cette facilité de crédit est de 1 500 millions d'euros.

25.2.4 Juste valeur des emprunts et dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021		31.12.2020	
	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable
Emprunts obligataires	13 489 142	12 161 041	15 200 105	12 928 732
Emprunt BEI	1 130 938	1 150 000	1 275 838	1 250 000
Total	14 620 080	13 311 041	16 475 943	14 178 732

25.3 Endettement financier net

L'endettement financier net n'est pas défini par les normes comptables. Il correspond aux emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Passifs financiers courants et non courants	14 028 013	14 867 690
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(234 276)	(204 337)
Actifs financiers courants	(1 192 187)	(1 963 069)
Endettement financier net	12 601 549	12 700 284

25.4 Evolution de l'endettement financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	2021	2020
Excédent brut d'exploitation	2 093 807	1 913 753
Neutralisation des éléments non monétaires inclus dans l'excédent brut d'exploitation	29 057	5 973
Variation du besoin en fonds de roulement net	119 709	(158 002)
Autres éléments	0	0
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	2 242 573	1 761 724
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 579 591)	(1 532 105)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	3 047	47 743
Frais financiers nets décaissés	(254 455)	(244 171)
Impôt sur le résultat payé	(266 505)	(215 554)
Versement suite à la décision de la Commission Européenne (1)	0	0
Free cash flow	145 069	(182 363)
Remboursement de la dette de location	20 153	(15 248)
Free cash flow ajusté	165 222	(197 611)
Investissements financiers nets des cessions	(1 077)	4 275
Dividendes versés	(259 201)	(367 201)
Subventions d'investissement	166 663	131 358
Autres variations	(10 168)	(4 917)
(Augmentation) / Diminution de l'endettement financier net, hors effets de périmètre et de change	61 439	(434 096)
Autres variations non monétaires	37 295	(10 489)
(Augmentation) / Diminution de l'endettement financier net	98 734	(444 586)
Endettement financier net ouverture	12 700 284	12 255 697
Endettement financier net clôture	12 601 549	12 700 284

Note 26 - Gestion des risques financiers

Cf. Partie 3.3 Risques financiers du Rapport de Gestion.

Note 27 - Instruments dérivés

Le Groupe peut avoir recours à l'utilisation des instruments dérivés dans diverses stratégies de couverture ou macro-couverture afin de limiter le risque de taux d'intérêt.

Les dérivés de couverture de taux détenus à des fins de transaction (swaps de taux d'intérêt) non qualifiés de couverture s'analysent comme suit au 31 décembre 2021 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notionnel au 31.12.2021				Notionnel au 31.12.2020	Juste valeur	
	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	au-delà de 5 ans	Total	Total	31.12.2021	31.12.2020
Payeur fixe / receveur variable	-	-	-	-	700 000	-	(123)
Payeur variable / receveur fixe	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	-	-	-	700 000	-	(123)

Au 31 décembre 2021, le Groupe ne possède plus de produits swap dans son portefeuille.

Note 28 - Fournisseurs et autres créditeurs

Les éléments constitutifs des dettes fournisseurs et autres créditeurs se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
	IFRS	IFRS
Avances reçues	382 756	273 993
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 552 969	915 614
Dettes fiscales et sociales	656 048	619 963
Produits constatés d'avance	1 328 908	1 203 579
Subventions d'investissement	-	-
Autres dettes	10 596	9 369
Fournisseurs et autres créditeurs	3 931 277	3 022 519

Note 29 - Parties liées

29.1 Opérations avec EDF et les sociétés contrôlées par EDF

Les principales opérations réalisées avec EDF ou les sociétés contrôlées par EDF (ENEDIS, EDF Trading...) s'analysent comme suit :

Groupe CTE - Comptes consolidés au 31 décembre 2021

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actifs financiers		
Participations	-	-
Autres actifs		
Créances clients et comptes rattachés	1 225 506	991 387
Autres créances	-	-
Passifs financiers	-	-
Autres passifs		
Avances et acomptes reçus sur commandes	87 446	93 390
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	382 193	93 737
Autres dettes	-	-
Charges et produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	3 872 384	3 580 834
Achats liés à l'exploitation du système électrique	717 667	248 614
Charges et produits financiers		
Charges financières	-	-

Les postes « créances clients et comptes rattachés » et « chiffre d'affaires » correspondent essentiellement à la facturation des prestations d'accès au réseau de transport d'électricité.

L'ensemble des transactions avec les parties liées est réalisé dans des conditions normales de marché. Par principe, ses transactions sont soumises à approbation de la CRE conformément à l'Article L111.17 du code de l'énergie.

29.2 Relations avec l'Etat et les autres sociétés participations de l'Etat

Conformément à la législation applicable à toutes les entreprises dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire direct ou indirect, RTE est soumis à certaines procédures de contrôle, notamment au contrôle économique et financier de l'Etat, aux procédures de contrôle de la Cour des Comptes et du Parlement, ainsi qu'aux vérifications de l'Inspection Générale des Finances.

L'Etat intervient dans le cadre de la réglementation des marchés de l'électricité et du gaz, notamment pour la fixation des tarifs de transport, la détermination du prix de l'ARENH (conformément à la loi NOME) et du montant de la contribution aux Charges de Service Public de l'Electricité.

Le Groupe réalise des transactions courantes avec certaines entreprises du secteur public essentiellement au titre de la facturation de l'accès au réseau de transport.

29.3 Rémunération des organes de direction

(en euros)	2021	2020
Rémunération des membres du directoire RTE	1 285 205	1 342 086
Rémunération des membres du conseil de surveillance RTE*	366 415	353 145
Rémunération des membres du conseil d'administration CTE	0	0
Total	1 651 620	1 695 232

* à l'exclusion des représentants des actionnaires et de l'Etat

La rémunération versée aux membres du directoire recouvre les avantages court terme (salaires, part variable, avantages en nature et indemnités) hors charges sociales.

La rémunération versée aux membres du conseil de surveillance correspond à la rémunération et avantages en nature versés par RTE au Président du conseil de surveillance et aux membres représentants des salariés et

titulaires d'un contrat de travail au sein du Groupe, hors charges sociales.

Les dirigeants statutairement rattachés au régime des IEG bénéficient des avantages liés au personnel – au sens de la norme IAS 19 – procurés par ce statut. Ils ne bénéficient d'aucun autre régime spécifique de retraite, n'ont reçu aucune prime d'arrivée et ne bénéficient pas de prime de départ.

Note 30 - Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes correspondant aux prestations de l'exercice 2021 sont les suivants :

(en milliers d'euros)

	KPMG	Mazars
Examen des comptes individuels de CTE, de RTE et des comptes consolidés	457	440
Examen des comptes individuels des entités intégrées globalement	19	34
Services autres que la certification des comptes	42	58
Total	518	532

Note 31 - Environnement

La description des différentes dépenses consacrées à la préservation de l'environnement est présentée dans le chapitre 7 du rapport de gestion 2021 du Groupe.

Note 32 - Evénements postérieurs à la clôture

NEANT

Note 33 - Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation se présente comme suit au 31 décembre 2021 :

NOM DE L'ENTITE	ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	QUOTE-PART D'INTERET DANS LE CAPITAL	QUOTE-PART DES DROITS DE VOTE DETENUS	METHODE DE CONSOLIDATION	SECTEUR D'ACTIVITE
CTE	4 Rue Floréal, 75017 Paris			Société - mère	
RTE Réseau de transport d'électricité	7C place du Dôme 92073 PARIS LA DEFENSE			Société - mère	T
ARTERIA		100%	100%	IG	S
RTE INTERNATIONAL		100%	100%	IG	S
RTE IMMO		100%	100%	IG	S
AIRTELIS		100%	100%	IG	S
CIRTEUS		100%	100%	IG	S
IFA 2		50%	50%	AC	S
HGRT		34%	34%	MEE	S
RTE Netherlands	Spakenburgkade 51 3826CN Amersfoort Pays-Bas	90%	90%	IG	S
INELFE	Tour Coeur Défense B 100 esplanade du général de Gaulle 92932 Paris la Défense cedex	50%	50%	AC	S
CORES0	71 Avenue de Cortenbergh 1000 Bruxelles	16%	16%	MEE	S

Méthode de consolidation : IG = intégration globale, AC = activité conjointe, MEE = mise en équivalence
Secteur d'activité : T = transport, S = Services.